

Jacques RABEMANANJARA  
*Ministre d'Etat*  
*chargé des Affaires Etrangères*  
*Chef de la Délégation malgache*

**CONFÉRENCE  
DU GROUPE  
DES « 77 »  
ALGER**

*Monsieur le Président,*

*Qu'il soit permis à la Délégation malgache de vous adresser, à son tour, ses félicitations sincères pour votre élection à la Présidence de cette Conférence historique du Groupe des « 77 ». Je saisis également l'occasion qui m'est offerte pour remercier, à travers vous, le Président du Conseil de la Révolution, Président du Conseil des Ministres, le Gouvernement et le Peuple algériens de l'accueil chaud et fraternel dont Alger veut bien nous honorer.*

*ALGER, Site de légende ! Terre riche du sang et de la gloire de nos martyrs, des grands héros de l'Afrique. Comment ne pas éprouver un sentiment de fierté et de ferveur à voir se réunir sur un tel sol, au milieu d'un tel peuple, les 86 pays pauvres de ce monde, face au grand combat de la vie !*

*La guerre, aussi, a été dure, impitoyable dans ces parages. Les fils de l'Afrique l'ont pourtant gagnée avec éclat. La leçon de courage, l'exemple d'héroïsme qui se dégagent naturellement des épreuves algériennes ne peuvent que nous être bénéfiques et nous combler de leur vertu dans notre nouvel affrontement.*

*Certes, la lutte contre le sous-développement est d'une autre nature, d'une complexité beaucoup plus subtile : elle sera longue, nous le savons ; et elle nécessite par son ampleur la mobilisation de toutes les forces de la planète.*

*Cette mobilisation de tous les pauvres, de tous les déshérités de la terre, je me plains à la saluer ici avec la foi, la certitude du triomphe de notre cause.*

*Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,*

*Cette conférence a débuté par une minute de prière et de méditation. Dois-je l'avouer, ma prière s'est vite muée en un clair examen de conscience, une sorte d'auto-critique : relever nos erreurs et nos fautes et reconnaître que la plus grande partie des efforts à entreprendre contre le sous-développement doit venir de nous-mêmes.*

*Je voudrais le souligner, une fois de plus, l'objectif final de notre lutte, l'enjeu de la gageure, c'est l'amélioration du niveau de vie de nos peuples, de notre peuple tout entier et non de quelques poignées d'individus ou de familles privilégiées. Dans notre bataille, nous avons à revoir si nos structures économiques et sociales correspondent bien aux exigences de notre développement, si elles n'en constituent pas, au contraire, des freins mortels : les systèmes féodaux, les systèmes du Moyen-Age n'ont plus leur place à notre époque.*

*Nous sommes là, dans cette noble enceinte, à nous concerter pour préparer nos revendications de pauvres à l'adresse des pays nantis ; mais ne devrions-nous pas d'abord, Monsieur le Président, voir si dans nos propres pays nous n'avons pas à nous adresser à nos propres riches, à nos nantis nationaux ! Que ceux-ci, sur notre appel à la mobilisation générale dans la lutte contre le sous-développement, ne se dérobent point et participent en soldats, en combattants et non plus en contemplatifs indifférents, voire, nuisibles. Cela signifie, Monsieur le Président, que le combat contre la misère, contre la pauvreté commence dans nos propres contrées et qu'il requiert de notre part une somme d'abnégations, un déploiement d'efforts dont la mesure est celle de notre ambition, la limite celle de notre vie.*

*Depuis la grande Conférence de Genève de 1964, voire déjà bien avant, nous avons essayé, Monsieur le Président, de jeter les bases de ce que devrait être l'ordre économique nouveau, de ce que devrait être une charte du développement. Nous avons exprimé nos désirs et nos vœux en des termes qui ne peuvent souffrir la moindre équivoque : les recommandations de la première Conférence sont là pour en témoigner. Mais, hélas, jusqu'à ce jour, elles n'ont guère trouvé d'écho auprès des pays développés : ils y ont opposé le mutisme, l'indifférence, teintée même d'une certaine ironie, d'une certaine moquerie.*

*Y a-t-il pire sourd que celui qui ne veut point entendre ! C'est pour éviter que le mutisme ne se transforme en mépris, le mépris en domination que nous avons cru devoir nous rassembler ici : notre tâche est celle de chercher la modulation la plus propre à rompre le bloc de*

*silence des pays riches et nouer, en une merveilleuse gerbe d'unanimité, les voix, toutes les voix de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, pour lancer ensemble un appel pressant à tous les fortunés du destin.*

*« Il s'agit, on l'a dit, de construire un Monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée ; un monde où la liberté ne soit pas un vain mot et où le pauvre Lazare puisse s'asseoir à la même table que le riche ».*

*Cet esprit seul nous amène à réclamer tout haut le changement du système économique et commercial qui régit actuellement le monde. Nous n'avons jamais cessé de le dénoncer, le libéralisme économique est source de misère et Sa Sainteté le Pape Paul VI dans son Encyclique sur le développement des peuples a reconnu que c'est le principe fondamental du libéralisme comme règle des échanges commerciaux qui est mis en cause.*

*La novicité de la loi de l'offre et de la demande, cette « loi d'airain » du XX<sup>e</sup> siècle, nous en subissons les effets maudits dans la chair de nos nations, dans la vie de nos paysans. Nous tenons à le répéter ici solennellement : comment pourrions-nous jamais accepter que nos produits soient achetés à de vils prix et que nos producteurs survivent à peine dans la pire misère, tandis que les pays riches, par l'entremise de leurs transporteurs maritimes, leurs importateurs, leurs commerçants, ne cessent de s'enrichir de jour en jour ! C'est ce scandale du siècle que nous dénonçons avec force.*

*Pour tout ce qui est de l'aide financière, Monsieur le Président, il y a lieu de le rappeler : le devoir de solidarité des personnes et des peuples veut que les nations développées prennent pleinement conscience de la très pressante obligation d'aider les nations en voie de développement.*

*Vous saisissez, Monsieur le Président, pourquoi nous ne méprisons nullement l'aide. Elle ne nous avilit pas du tout : les dons, les subventions sont les bienvenus ; ils ne nous font pas peur et ceux qui s'arrogent le droit de nous le reprocher n'y comprennent rien.*

*Non seulement notre dignité n'en souffre point, car nous ne faisons que reprendre ce que l'on nous a arraché malgré nous ; mais encore, nous nous croyons en droit de réclamer davantage : le sang que nos pères et nous-mêmes avons versé, les souffrances longtemps endurées du fait de ceux-là, les larmes de nos mères, de nos femmes, répandues, à cause de leur joug, sur ces terres qui sont nôtres, à quel prix pensez-vous qu'on puisse, qu'on doive les apprécier ! Ce sont là des valeurs humaines dont la cime est si haute qu'aucune compensation financière ne saurait l'atteindre.*

*Aussi, laissez-nous rire, quand des esprits distingués se permettent de nous faire grief de ces aides, de considérer comme une mainmise sur nous, comme une tutelle politique, le fait de recevoir ce que les riches, anciens colanisateurs, nous ristournent : que ceux-ci nous donnent encore plus et, je vous l'affirme, tout ira bien.*

*Bien entendu, dans notre lutte, nous avons à adopter une stratégie et une tactique. Elles doivent être globales, certes ; mais elles ne devraient pas exclure l'approche pragmatique. Qui mieux que nous connaît nos anciens maîtres ? Or, dans les rapports entre les nations, nous, peuples longtemps colonisés, nous avons à tenir compte des bonnes relations qui existent heureusement entre nos pays et les anciennes puissances coloniales.*

*Qu'on le veuille ou non et quel que soit le terme utilisé pour qualifier notre attitude, dans l'état actuel des choses, force nous est de reconnaître que nous avons encore un bon bout de chemin à faire avec nos colonisateurs d'hier, devenus nos partenaires d'aujourd'hui.*

*Depuis notre indépendance, nous avons essayé de diversifier nos relations, sans exclusive aucune ; nous nous sommes aperçus vite que, lorsque l'euphorie de l'indépendance était passée, pour un grand nombre de pays, les égoïsmes nationaux et les rivalités internationales ont repris leur droit, souvent avec rigueur.*

*Au nom des relations commerciales traditionnelles, bien des possibilités nous sont refusées et voilà que des pays, qu'ils soient développés, qu'ils soient en voie de développement, nous demandent de diluer ces relations traditionnelles dans un cadre global mondial.*

*Nous sommes d'accord avec cet objectif ; mais soyons réalistes, nos petits-enfants et arrière-petits-enfants verront peut-être la réalisation de ce bel idéal dans un siècle et, encore, à la condition que la lutte soit menée par tous.*

*Oui, la lutte sera longue, mais n'oublions pas que la lutte pour l'indépendance politique a duré plus de soixante ans à Madagascar et des centaines de milliers de Malgaches ont péri.*

*Ainsi, quelle que soit la bonne intention des uns et des autres, nous nous refusons à nous bercer d'illusion au nom de je ne sais quel grand principe dont certains se plaisent à se gargariser, tout au long des arènes internationales.*

*Nos intérêts veulent que les pays qui nous ont dominés remplissent leur devoir à notre égard, une dette d'honneur. Autant nous avons souffert d'eux du temps de la colonisation, du pacte colonial de l'époque et de la traite du bois d'ébène, autant nous mettons notre espoir dans l'existence de bons rapports entre eux et nous aujourd'hui.*

*Si la parabole du « Rendez à César ce qui est à César et rendez à Dieu ce qui est à Dieu » est valable, j'y ajouterai « Rendez aux exploités ce qui est aux exploités, rendez aux appauvris ce qui leur appartient et ne leur prenez pas encore le peu qu'ils ont ».*

*Monsieur le Président, si je m'étends sur ce point, c'est que la lutte que nous avons à mener est délicate et difficile. Nous sommes conscients de la force des pays développés, nos partenaires. Mais si nous sommes pénétrés de notre faiblesse, nous sommes aussi conscients de notre force. Car ensemble, avec l'élan de tous les pays en voie de développement, nous ne craignons rien : nous demandons seulement l'ouverture des cœurs et la compréhension des esprits. Nous voyons se constituer les blocs économiques des riches et se renforcer de jour en jour devant nous. Qu'attendons-nous pour constituer, pour consolider notre bloc uni, notre front commun ?*

*Comme la ligne de combat est immense, il faudrait aider les pays qui se trouvent dans une position favorable de lutte. C'est dans ce sens que des pays d'Afrique sont en ce moment dans une position de lutte favorable contre le sous-développement, grâce, en partie, au concours de certains pays européens et que d'autres pays sont dans une même situation avec l'aide d'autres pays développés.*

*Il faut les aider, car toute brèche et toute dissension sont exploitées par les pays développés et seuls en pâtiront les pays en voie de développement et jamais les pays développés.*

*Nous tenons à le répéter sous ces voûtes, quelle que soit la nature de notre position, quelle que soit la nature de la lutte, nous avons fait le serment de ne pas entraver en quoi que ce soit le développement harmonieux et équilibré des autres pays en voie de développement.*

*Aussi bien, Monsieur le Président, ma prière est celle-ci : que le Groupe des « 77 » pays en voie de développement constitue un véritable « syndicat des pauvres », il faut qu'il puisse être un Groupe uni, mais je me pose la question de savoir s'il est homogène. J'appelle de toutes mes forces qu'il le soit.*

*Il y a divers degrés de sous-développement entre nous. Il y a des frères très misérables, il y a des frères pauvres, il y a des frères moins pauvres. L'écart dans les retards de développement est, souvent, aussi immense entre nous que l'écart entre des pays développés et des pays en voie de développement.*

*Soyons donc réalistes et honnêtes envers nous-mêmes et acceptons de réfléchir sur ces problèmes. Certes, nous avons pensé examiner les mesures spéciales à faire bénéficier aux plus déshérités d'entre nous ; mais, à ce titre, nous devrions être à même de faire taire certains égoïsmes nationaux et d'accepter une certaine discipline qui doit entraîner nécessairement des sacrifices.*

*Cet objectif d'unité et de solidarité n'ira pas sans effort concerté, constant et courageux. Mais que chacun en soit bien persuadé : il y va de la vie même des peuples très pauvres, de ceux-là qui sont les plus déshérités parmi les pauvres. D'aucuns diraient que les critères objectifs portant sur les degrés de développement sont difficiles à établir ; je n'en disconviens pas, mais comment avons-nous pu alors établir notre Groupe des « 77 » en face des Groupes des pays développés ? Le critère que nous avons utilisé pour distinguer les développés des sous-développés peut être utilisé pour distinguer les moins développés des sous-développés des autres pays sous-développés. Cette classification est nécessaire, car notre Unité en dépend.*

*Maintenant, Monsieur le Président, je voudrais en venir à l'objectif et aux points qui sont à mettre à l'ordre du jour de la Conférence de New-Delhi.*

*Nous confirmons notre position, à savoir que cette Conférence de New-Delhi doit être une conférence de négociations. Deux points attirent notre attention.*

*En premier lieu, il convient de ne pas oublier que, à travers cette Conférence, nous devrions atteindre l'opinion publique internationale. Nous devrions alors continuer à exposer nos points de vue sur le développement et le commerce, à dénoncer les scandales des échanges internationaux, à réclamer la solidarité active de tous les pays et ceci sous la forme d'une coopération financière et technique entre les Nations.*

*Nous devrions continuer à secouer le joug des exploiters des peuples, c'est-à-dire des mercantis. Notre lutte, sur ce plan, ne devrait pas cesser. Nous ne devrions nous taire que lorsque l'opinion publique internationale aura compris nos problèmes et le drame du sous-développement dont la solution conditionne la paix dans le monde.*

*Nous devrions amener les responsables des pays développés à avoir la volonté politique nécessaire en vue de dialoguer avec nous d'abord et de traiter avec nous ensuite. Le forum qu'est la CNUCED ne devrait pas se transformer en Club de Technocrates et d'Economistes distingués : il doit rester le club des pauvres qui ont les pieds sur terre.*

*En second lieu, il convient pour une question d'ordre pratique indiscutable de cerner les problèmes qui vont faire l'objet de négociations à New-Delhi. En effet, pour négocier il faut savoir d'abord sur quoi nous allons négocier. C'est ainsi que les travaux de nos représentants aux Conseils du Commerce et du Développement, les travaux de notre Secrétariat général, sous la direction de M. Raoul PREBISCH, constituent une bonne base de travail.*

*En effet, sur les problèmes qui nous intéressent au plus haut point, nous voudrions que, pour les produits de base à New-Delhi, nous puissions négocier, notamment les bases d'une organisation internationale des marchés et la stabilisation à des prix rémunérateurs des produits*

*de base ; pour les produits fournis essentiellement par les pays en voie de développement (thé, café, cacao, bananes, etc...) nous voudrions que des techniques appropriées soient mises en place aux fins, d'une part, d'éliminer les fluctuations excessives des prix et, d'autre part, d'augmenter au plus haut niveau possible les recettes d'exportation.*

*Nous suggérerions qu'un transfert des revenus soit réalisé par la recherche systématique d'une revalorisation des prix de nos produits.*

*Des études de techniciens de l'école libérale même, il ressort qu'une telle revalorisation est possible. Il manque seulement la volonté politique de la faire et ceci de la part des pays développés. Et lorsque l'on pense que les prix du café à nos producteurs sont de 0,44 dollar des USA le kg et 4 dollars 40 prix de vente à la consommation dans certains pays développés, soit 10 fois plus, il y a lieu de penser qu'une revalorisation des prix à la production est possible sans hausse de prix à la consommation.*

*Et au sujet des prix rémunérateurs, justes et équitables, nous formulons un double souhait : d'une part, que les producteurs, nos paysans, puissent être assurés d'avoir un niveau de revenu acceptable et, d'autre part, que, non seulement les producteurs aient un revenu décent, mais qu'il y ait une marge taxable pour l'Etat et qu'il puisse être obtenu des recettes en devises supplémentaires pour soutenir un taux satisfaisant d'expansion économique.*

*Par ailleurs, en ce qui concerne les débouchés, les pays développés socialistes pourraient ouvrir davantage leurs marchés à nos produits. Ils nous aideraient réellement en le faisant, car, si un marché de 200 millions de consommateurs est ouvert pour le café, par exemple, le problème actuel serait résolu et une plus grande expansion de la production peut se faire.*

*Pour les produits fournis à la fois par les pays développés et les pays en voie de développement, (sucre, coton, riz, viande, blé, etc...) des problèmes des plus graves se posent : les pays développés organisent leurs marchés de manière à protéger leurs producteurs et à défendre les intérêts de leurs agriculteurs.*

*Il convient de demander aux pays développés ainsi organisés d'ouvrir leurs marchés à nos produits et de nous en réserver une partie. Et si ces pays persistent à fermer leurs frontières à nos produits, bien des pays en voie de développement, producteurs, vont se trouver dans des situations très difficiles, et la solidarité internationale que prônent bien des pays développés ne serait qu'un vain mot et les faibles producteurs laissés au soit-disant marché libre seront éliminés. Quelle catastrophe pour le monde en voie de développement ! Je lance du haut de cette tribune un appel aux responsables des pays développés pour qu'ils nous entendent, qu'ils nous prêtent une oreille attentive.*

*Un autre problème inscrit à l'ordre du jour de la Conférence de New-Delhi retient toute notre attention. Il porte sur la diversification. Nous appuyons fermement la diversification devant porter sur l'augmentation de la production nationale des pays en voie de développement concernant les denrées alimentaires.*

*La politique d'aide alimentaire, préconisée par les pays développés, ne porterait réellement ses fruits que dans la mesure où les pays en voie de développement, producteurs, sont aidés à produire davantage et à fournir leurs produits aux autres pays en voie de développement dans le besoin.*

*De plus, il importe de transformer les produits primaires, exportés jusqu'alors à l'état brut. Cette transformation permettrait aux pays en voie de développement d'accroître leurs exportations de la valeur ajoutée aux produits transformés.*

*Une aide financière et une assistance technique adéquates sont donc nécessaires.*

*Une division internationale du travail doit également être envisagée. Nous soumettons à l'attention de cette Conférence des « 77 » l'idée selon laquelle les pays développés riches se concentreraient sur les industries à forte intensité de capital et accepteraient la localisation dans les pays en voie de développement d'un certain nombre d'industries.*

*Il est vain de penser à une industrialisation des pays pauvres si les pays riches, de par leur capacité financière et leur technique très poussée, produisent à des prix défiant toute concurrence des marchandises que des pays pauvres sont appelés à fournir. Il faut ajouter que les mêmes pays riches ferment leurs portes à nos produits en mettant des obstacles tarifaires et non-tarifaires.*

*Pour terminer sur le problème des produits de base, je voudrais aborder la question des préférences dont bénéficient certains pays en voie de développement dans les marchés de certains pays développés.*

*Mon pays est très concerné par ces préférences, et si nous sommes d'accord pour qu'une élimination puisse avoir lieu, elle ne saurait se faire si des mesures internationales ne sont pas prises et mises en œuvre d'une façon effective. Il y a une condition que nous considérons comme essentielle, c'est la nécessité de prendre des mesures qui nous assurent des avantages aux moins équivalents à ceux dont nous bénéficions en ce moment.*

*Ces mesures ne pourraient pas seulement être financières, elles devraient être aussi commerciales. C'est une question de débouchés. Et nous avons le devoir de sauvegarder les marchés actuels, nous devrions même les élargir, mais, naturellement, nous ne pensons pas porter atteinte aux intérêts de nos frères d'autres pays en voie de développement.*



*Le problème de débouchés ne saurait être pensé dans une optique d'ordre sentimental ou métaphysique. Nous avons à défendre des intérêts. Nous sommes fermes sur ce point. Nous sommes conscients du fait que de telles préférences ne sauraient être que transitoires. Nous l'avons dit en 1964 et nous le répétons ici. En ce qui concerne le problème de financement, je voudrais rappeler notre position sur la croissance et l'aide.*

*En effet, il convient de tenir compte des préoccupations au sujet de l'insuffisance de l'objectif qui a été assigné à la décennie des Nations Unies pour le Développement, se traduisant par une croissance de 5 % par an. Nous sommes convaincus du fait que les pays développés doivent accroître leur assistance financière aux pays en voie de développement, et nous réaffirmons notre position au sujet du fait que chaque pays économiquement avancé doit s'efforcer de fournir des ressources financières aux pays en voie de développement d'un montant net de 1 % au minimum de son revenu national.*

*Mais l'on doit à la justice et à l'équité de reconnaître ici les attitudes et les efforts internationaux et surtout multinationaux et nationaux dans le domaine de l'aide financière.*

*Je voudrais parler, avant de conclure, du problème du transfert des connaissances scientifiques. Nous nous inquiétons du fossé qui s'élargit de plus en plus entre les pays développés à très haute technique et les pays en voie de développement dans le domaine des connaissances scientifiques. Nous voudrions réappuyer l'idée selon laquelle les découvertes récentes de la science peuvent être mises au service de l'accélération du développement des pays en voie de développement. Enfin, nous nous associons à l'espoir exprimé par l'Assemblée Générale des Nations Unies que tous les Gouvernements de tous les Etats intensifieront leurs efforts afin de parvenir à un accord sur le désarmement général et afin d'affecter les ressources ainsi libérées au programme économique et social de tous les pays.*

*Monsieur le Président, devant l'ampleur des problèmes qui se posent, grandes sont nos inquiétudes. Mais, je l'ai dit dès le début, nos espoirs sont à leur mesure. La confiance en la solidarité humaine, en la compréhension entre les hommes est telle que tôt ou tard, le sous-développement sera vaincu.*

*Nous n'oublions pas, selon la belle expression de TEILHARD DE CHARDIN que nous voulons — à l'aube de ce nouveau néolithique où nous sommes — concevoir le développement pour « tout homme » et toutes les « classes d'hommes ». Il s'agit pour nous d'entreprendre en même temps et un effort pour une plus grande justice sociale et une moindre inégalité économique et une action pour faire percevoir les valeurs supérieures qui, seules, satisfont l'aspiration humaine, car, en fin de compte, tout se ramène à l'homme.*

*Ma conclusion, Monsieur le Président, est simple. Nous autres Malgaches, nous avons un sens aigu de la communion des êtres, de la communion des âmes. Il m'a été donné, hier, de visiter, dans votre belle cité, la villa où est morte en exil, notre dernière reine : RANAVALONA, était le symbole de notre indépendance perdue, de notre dignité bafouée.*

*Le fait qu'un Ministre malgache se trouve aujourd'hui à Alger, ici, devant vous, investi de toute la force de notre indépendance retrouvée, de tout l'éclat de notre dignité nationale lavée de la souillure coloniale, témoigne de l'immanence de la justice de l'histoire. Nous aussi, les sous-développés, nous savons que l'histoire est avec nous et nous avons foi que la Conférence d'Alger marquera l'étape décisive de notre marche vers la grande victoire.*

Jacques RABEMANANJARA.

Alger, 14 octobre 1967.